

Au reste, ces deux lois d'éducation et des municipalités, sont si déficientes dans leur rédaction, si inintelligibles dans plusieurs de leurs dispositions, que si le ministre ne veut pas les amender dans cette session, et si ne semble pas le vouloir, il ferait tout aussi bien d'en proposer l'abrogation.

Il est un autre sujet qui demandait impérieusement l'attention du ministre. C'est le tirage ou le choix des Jurés. J'ai entendu autrefois l'hon. M. Viger définir la constitution anglaise, la réunion de douze hommes honnêtes et probes sur le banc du Jury. Il avait peut-être raison. Depuis longtemps le choix des Jurés est laissé à l'arbitraire d'un Officier du Gouvernement. L'hon. M. Viger n'avait pas, il est vrai, un siège dans cette Chambre durant la première session de ce Parlement; mais il en avait un dans la seconde; dans tous les cas, il était membre du ministère. Si, dans la dernière session, il a présenté un Bill de Jurés, ce n'est probablement qu'avec une grande répugnance, puisqu'il ne l'a fait qu'après des demandes, des avis réitérés de ministres. Encore à peine l'avait-il présenté qu'il l'a abandonné. (Ici, M. Viger dit que ce n'est pas le cas.) Est-ce que ce n'est pas abandonner un Bill que de ne pas procéder lorsque l'ordre du jour est appelé, et de le laisser tomber, sans ensuite le faire revivre? C'est ce que l'hon. membre, alors Président du ministère, a fait dans cette occasion. Il savait que l'opposition demandait cette loi et qu'elle lui aurait donné son appui. Il était donc sûr de la faire adopter. Pourquoi le Bill présenté par lui a-t-il été ainsi abandonné? Il ne nous en donne aucune raison. Il paraît néanmoins que ce Bill n'était qu'une copie d'un ancien Bill qu'il avait autrefois présenté dans la Législature du Bas-Canada, et qu'il n'était nullement en accord avec les nouvelles lois de judicature.

Vient ensuite la question de l'indemnité réclamée par ceux qui ont souffert des pertes dans nos malheureux troubles politiques. Avant l'Union des Provinces, la Législature du Haut-Canada avait passé une loi appropriant £40,000 pour le paiement de ces pertes dans cette partie de la Province, bien qu'alors la caisse du Haut-Canada fût entièrement vide. Dès la première Session de ce Parlement, l'hon. M. Papineau se hâta de présenter un Bill à l'effet de satisfaire le Haut-Canada sous ce rapport. Mais le ministère ne proposait aucune mesure semblable pour le Bas-Canada. Mon Honorable ami, M. Leslie, dans les premiers jours de la même session, avait demandé au ministère si c'était son intention de faire pour le Bas-Canada ce qu'elle faisait pour le Haut-Canada. La réponse du ministère fut négative. Plus tard, lors de la discussion du Bill de M. Papineau, je fis voir la partialité de l'Administration pour le Haut-Canada et son injustice envers le Bas-Canada. Heureusement, l'hon. M. Moffatt qui alors, c'était avant l'élection de M. Draper, faisait mouvoir à son gré le ministère, vint à mon secours; car il y avait encore quelques loyaux par Excellence dans le Bas-Canada, qui n'avaient pas encore été payés. La parole de M. Moffatt étant plus puissante que la mienne, le ministère fut obligé de promettre de s'enquérir des pertes dans le Bas-Canada; et je crois que l'hon. membre des Deux Montagnes fit adopter une Adresse à cet effet. Dans la séance, l'Administration fit nommer une commission de cinq personnes, ayant pour Secrétaire le protégé de M. Viger, M. Barthe. Ce rapport nous fut soumis durant la dernière Session. Qu'en est-il résulté? Rien. Le ministère se ressouvint alors qu'il existait encore quelques Rapports des anciens commissaires nommés en vertu d'une Ordonnance du Conseil Spécial. Ces Rapports n'étaient favorables qu'aux favoris, aux privilégiés de cette époque. Le ministère les prit sous sa protection; et dans la dernière session, il fit passer une loi pour les payer. Mais que fit-il pour cette masse d'individus malheureux qui, soit parce qu'ils étaient Canadiens-français, ou libéraux, avaient eu leurs propriétés, sacquées ou brûlées? Il avait promis de faire justice à leurs réclamations. Sa commission avait fait rapport. Le Ministère n'en fit rien. Je vous demande pardon, M. l'Orateur, il ajouta l'insulte au malheur. Il ne soumit à des voyages coûteux et à des dépenses inutiles. Voilà tout ce qu'il nous obtint. Le ministère payait bien néanmoins les protégés des commissaires du Conseil Spécial. Les réclamations de ces derniers, disait-il, sont établies. A ce prétexte, à cette faible excuse, je répondis que pour la même raison, le ministère, s'il était conséquent avec lui-même, devait au moins poursuivre en même temps au paiement des indemnités des Fabriques de St-Eustache et de St-Benoit dont les Eglises et les presbytères avaient été incendiés et détruits, puis-que ces indemnités avaient été clairement établies et constatées par des Comités Spéciaux de cette Chambre. Il s'agissait du Bas-Canada; et point de justice pour le Bas-Canada!

Si, maintenant, je reporte mon attention aux nominations faites par l'Exécutif, que vois-je? D'abord cinq Conseillers Législatifs ont été nommés sous l'Administration actuelle. Dans ce nombre, il n'y a pas un seul Canadien-français! On me dira peut-être: nous ne pouvons pas en trouver. C'est là une excuse, que signifie-t-elle, si ce n'est que votre Administration est repoussée de tous mes compatriotes? A quoi vous sert-il donc d'attacher à cette Administration les noms de Viger-Papineau?

Vous aviez pour Solliciteur-Général M. Taschereau. Quelque soient ses fautes, quelque fut son amour des emplois, quelque mauvaise que fut la porte par laquelle il est entré dans cette chambre, je me plains néanmoins à lui rendre la justice de laquelle, comme avocat, il était un de ceux qui étaient à la tête de notre profession. Je m'empresse d'autant plus de le dire que je sais que le silence qu'il a gardé dans cette chambre l'a fait regarder par les membres ministériels du Haut-Canada comme un homme sans capacité et sans talents. Si silence, il fallait l'attribuer au sentiment qu'il avait de sa fausse position. Maintes fois, je n'en ai aucun doute, il a dû amèrement regretter de s'être assis sur le banc qu'il occupait. Toujours est-il vrai qu'étant Solliciteur-Général, il avait d'après l'usage, un droit acquis à la place de Procureur-Général, en cas de vacance. Il était capable d'en remplir les devoirs, pour le moins aussi bien, si ce n'est même mieux, que celui que vous venez de nommer à cette charge. Pourquoi donc M. Taschereau n'a-t-il pas succédé à Mr. Smith, lorsque celui-ci s'est empressé de vous quitter pour monter sur le banc de la justice? Je sais que vous ne me le répondez pas; mais je vais moi-même vous en dire la raison. Mr. Taschereau avait le *pièce original*: il était né Canadien-Français! Une insulte de plus ou de moins, qu'est-ce que cela signifie? N'y a-t-il pas encore un Canadien-Français dans le Ministère? (L'hon. Mr. Viger s'agit sur son banc.)

Et lorsqu'après avoir fait accepter à Mr. Taschereau la charge de Juge de circuit, celle de Sol. Gén. est devenue vacante, pourquoi ne l'avez-vous pas donnée à l'hon. M. de Bleury qui est le seul avocat Canadien-Français dans cette Chambre, qui vote avec le ministère? Assurément, vous ne pouvez pas, avec votre majorité d'immémoriale, sans injustice, tout le poids de son vote. Assurément, dans votre pensée, dans votre opinion, l'hon. Mr. de Bleury devait avoir des titres à cette charge! Pourquoi ne lui avez-vous donc pas confié? Doit-il aussi lui, souffrir du *pièce original*? Vous me direz peut-être: Le Ministère ne peut perdre une voix; Mr. de Bleury aurait été obligé de retourner devant les Electeurs de Montréal, et il n'aurait pas été réélu. Est-ce là une objection, surtout lorsque le ci-devant Président du Conseil Exécutif, après avoir été rejeté par ses compatriotes dans deux Comités, est resté toute une session, sans avoir un siège dans cette Chambre? (Ici Mr. Viger fait plusieurs sauts.)

Pour ne pas perdre votre majorité d'aujourd'hui, vous n'avez pas nommé Mr. de Bleury. Vous avez préféré, après le petit voyage sentimental de Mr. Papineau dans le Comté de Champlain, faire tomber votre choix sur une autre personne. Si l'on en croit la rumeur publique, Mr. Turcotte doit être fait Solliciteur-Général. Ce sera bien agréable, (remarquez que ce n'est pas moi qui parle.) ce sera bien agréable, dis-je, à la population Canadienne-Française d'avoir pour Solliciteur-Général un homme que vous pressez, que vous partisans ont dit être *in tie des Canadiens, the dreggs and dribbels of Canadianism*. Il faudra bien du courage à Mr. Turcotte pour accepter ce compliment.

Vous avez destitué l'hon. Mr. Caron de sa place d'Orateur du Conseil Législatif. Et pourquoi? C'est une vengeance que vous avez exercée. Elle est bien petite et bien triste, cette vengeance! Mr. Caron, ajoutant foi à vos promesses, à vos professions de sincérité, a fait plus pour vous que vous ne le méritiez. Il croyait que vous vouliez rendre justice à vos compatriotes. Il vous a écoutés. Les propositions qu'il vous a faites dernièrement, et qui ont été la cause de sa destitution, étaient les mêmes que celles qu'il vous avait faites il y a près de deux ans, et qui reposaient sur un principe qu'il pouvait avouer. Pourquoi ne l'avez-vous pas destitué alors? Sa conduite à votre égard a été dictée par des motifs honnêtes, honorables. Et, pour récompense, vous l'avez honteusement destitué, sacrifié. Si encore, vous aviez agi sur le prétexte, comme vous l'avez dit, de faire une économie des deniers publics en réunissant les deux charges d'Orateur du Conseil Législatif et de Président du Conseil Exécutif, vous vous seriez au moins présenté devant les Chambres avec une espèce d'excuse. Mais vous ne vous êtes pas même servi de ce prétexte; et, comme pour mieux nous prouver que la proscription des Canadiens est à l'ordre du jour, vous avez destitué Mr. Caron. Je vous en remercie de tout mon cœur; Vous avez cémenté plus que jamais, et sans vous en douter, l'Union parmi les Canadiens-français.

Il est un autre grief dont nous, Canadiens-français, avons eu à nous plaindre depuis la cession du pays à l'Angleterre jusqu'à l'arrivée de Lord Gosford. Je veux parler de la composition des tribunaux Supérieurs des Districts de Québec et de Montréal. Chacun de ces tribunaux est composé de quatre Juges. Il y avait toujours eu, trois Juges Anglais et un seul Juge Canadien, qui que le chiffre de la population ait toujours exigé le contraire. En 1836, Lord Gosford, en nommant le Juge Beland à Québec, établit comme règle qu'il y aurait au moins deux Juges Canadiens sur quatre. Plus tard, Sir Charles Bagot fit autr pour le District de Montréal, lorsqu'il nous donna pour Juge en-Chief le premier Jurisconsulte du Pays, l'hon. Vallières de St. Réal. Mais à peine la mort a-t-elle enlevé ce Juge à sa

famille et à son pays, que cette Administration qui a le courage de demander notre confiance, à nous, Canadiens-français, s'empresse de faire revivre le plus ancien et le plus insultant de nos griefs, en violant le règlement au maintien de laquelle deux de nos meilleurs gouverneurs avaient engagé la foi du Gouvernement anglais! Et encore, qui nous a été donné pour Successeur à M. Vallières? Un Avocat du troisième ou du quatrième ordre, si nous en croyons les Journaux Organes du ministère, le ci-devant Procureur-Général M. Smith qui, au dire de ces mêmes Journaux, n'avait d'autre titre à cette haute charge, que la triste célébrité qu'il s'est acquise par son discours, dans cette Chambre, sur la constitution anglaise. Et quand nous voyons revivre un tel grief, quand nous voyons soumis de nouveau à un acte d'injustice et d'insulte aussi flagrant, n'ai-je pas le droit, M. l'Orateur, de dire à ces deux hommes de mon origine qui ont figuré, et dont l'un figure encore dans le ministère que nous a légué Lord Metcalfe: Qu'avez-vous fait pour vos compatriotes, depuis que vous êtes devenus membres de l'Administration? Quelle influence y avez-vous eue? Vous avez stérilié le nom Canadien! Vous avez sacrifié l'honneur à l'amour des emplois! Vous avez un salaire, il est vrai, mais vous n'avez jamais eu le pouvoir! Vous n'avez été que des instruments entre les mains de vos collègues! Vous avez sacrifié votre pays. Vous en aurez bientôt la récompense. L'un de vous a déjà été expulsé du Conseil, l'autre le sera bientôt! (Ici M. Viger fait des mouvements convulsifs, il élève les bras vers le Ciel.)

En présence de tous ces faits, comment pouvons-nous avoir confiance dans l'Administration actuelle? Sommes-nous les seuls à l'attaquer, à la condamner? Ses propres partisans, toute la presse ministérielle, ne sont-ils pas la dernière vacance, représentée cette administration sous les couleurs les plus hideuses. N'avez-vous pas eu un *Junius* canadien, un *Paul Louis Courier* canadien, sous la signature de *Unlell*? Ses lettres ont été publiées avec gaieté de cœur par presque tous les journaux conservatifs, surtout dans le Haut-Canada. Dans ces lettres, le seul homme de talent que vous avez dans le ministère, celui sans lequel ce ministère n'aurait pu se maintenir dans les deux dernières sessions, a été représenté comme un fou, comme un malheureux homme, sans caractère et sans pitié. Il était votre chef, et cependant vous n'avez pas cessé de le vilipender; était-ce là un moyen de gagner au ministère la confiance de l'opposition et celle du pays? Si vos partisans veulent avec bonne foi admettre notre appui pour vous, s'ils veulent que nous vous respections, qu'ils commencent donc par vous respecter eux-mêmes. Vous avez dégoûté votre chef, l'honorable M. Duper. Il se retire avec une place de juge; cependant vous voulez l'abreuver d'amertume jusqu'à la fin. Vous le forcez, lorsqu'il a résigné son siège, lorsque vous l'avez fait juge, à venir encore vous donner un vote politique dans cette chambre, et cela sans doute pour nous convaincre à l'aveugle de l'impéritie qu'il doit déployer sur le banc de la justice. Ayant toujours admis, respecté ses talents, je dois avouer qu'il ne fait point de la voir, soit par faiblesse ou autrement, compromettre ainsi sa réputation, et par là nous priver, nous ses adversaires mais non ses ennemis du plaisir que nous éprouvons à rendre justice à son mérite, et à penser que dans un personnel du Haut-Canada aurait un juge impartial et non un juge politique. Si je contraste sa conduite avec celle de M. Taschereau que vous venez de nommer juge de circuit, n'ai-je pas raison de me féliciter de ce que, dernier, quel qu'il soit, ses fautes sont d'autres rapports, si au moins assez respectueux l'honneur du nom Canadien-français, pour ne pas rendre coupable d'une flétrissure, et pour ne pas venir dans cette chambre dénigrant l'exemple d'un autre juge s'élevant au point de rendre encore des services politiques à l'Administration qui l'en sollicite? Je lui sais gré d'avoir, quoiqu'à la dernière heure, fait preuve de cette fermeté.

Je terminais ici, M. l'Orateur, si ce n'était d'une autre attaque dirigée par l'hon. membre des Trois-Rivières, M. Viger, contre le mémoire de Lord Durham. Il nous a dit que dans son rapport, Lord Durham avait recommandé au gouvernement impérial de placer la représentation du Bas-Canada dans une position d'infériorité vis-à-vis du Haut-Canada, qu'il au chiffre de cette représentation, quoiquela population du Bas-Canada excédât de beaucoup celle du Haut-Canada. L'hon. membre a fait là, il ne s'en doute peut-être pas, l'assertion la plus fautive. Lord Durham a fait cette recommandation, Lord Durham en a fait une toute contraire, comme les hon. membres pourront s'en convaincre par la lecture du passage suivant de son rapport:

Page 107: "With respect to every one of these plans which propose to make the English minority an electoral majority by means of new and strange modes of voting or divisions of the country, I shall only say, that if the Canadians are to be deprived of representative government, it would be better to do it in a straightforward way than to attempt to establish a permanent system of government on the basis of what all mankind would regard as mere electoral frauds. It is not North America that men can be cheated by an unreal semblance of representative government, or persuaded that they are outwitted, when, in fact, they are disfranchised." (3)

(3) "Quant à tous ces plans que l'on propose pour donner à la minorité anglaise une majorité électorale au moyen de modes de votes nouveaux et étranges ou de divisions injustes du pays, je dirai seulement que si les Canadiens sont pour être privés de gouvernement représentatif, il serait mieux de le faire d'une manière ouverte et franche que d'essayer d'établir un système permanent de gouvernement basé sur ce qui serait regardé par tous les hommes comme des fraudes électorales. Ce n'est pas dans l'Amérique du nord que l'on peut tricher les hommes par des fantômes de gouvernement représentatif, on leur persisterait qu'ils ont été défranchés par des votes, lorsqu'ils ont fait les élections défranchées."

Voilà les sentiments que Lord Durham a exprimés. Et si l'on se rappelle le premier bill d'Union que Lord John Russell présenta dans la Chambre des Communes après le rapport de Lord Durham, l'on trouvera que, dans ce bill, il était proposé de diviser les deux provinces en cinq districts électoraux, élevant chacun seize membres, et dont l'un, celui du centre, devait comprendre la cité de Montréal. En l'absence de détails plus étendus, l'on devait penser que ce bill, conformément aux sentiments exprimés par Lord Durham, aurait donné au Bas-Canada les trois cinquièmes de la représentation. Ce n'eût été que justice. Mais ce bill ne passa pas. Lord Sydenham fut ensuite envoyé en Canada, et nous connaissons tous le résultat de la mission de ce gouverneur, le plus injuste et le moins scrupuleux de tous les gouverneurs que nous ayons eus. C'est à lui que nous devons, et non à Lord Durham, la position d'infériorité du Bas-Canada dans la représentation. C'est donc contre lui, et non contre la mémoire de Lord Durham, que l'hon. M. Viger a dû diriger ses attaques.

Le ministère et ses partisans ne veulent pas agréer l'amendement proposé par mon hon. ami, M. Baldwin, amplement qui ne consiste qu'à féliciter Lord Elgin de ses liaisons avec la famille de Lord Metcalfe et à déclarer que c'est à ce dernier que nous devons la reconnaissance du principe de responsabilité. Cette déclaration, il faut le remarquer, est faite dans les termes mêmes des résolutions du 3 sept. 1841 que l'hon. M. Viger avait lui-même acceptées. Quel peut donc être le but des objections du ministère et de ses amis à l'amendement? Ils se sont cependant toujours montrés assez prodigieux d'adulation envers chaque gouverneur qui nous arrive. Encore dans ce moment, ils s'empressent de féliciter Lord Elgin de son gouvernement de la Jamaique, gouvernement sur lequel ils n'en savent pas plus que moi, si ce n'est que l'on assure que ce gouvernement a été tout différent de celui de Lord Metcalfe dans cette île. Le but de cette opposition ministérielle à l'amendement me paraît clair. Il n'y a pas à s'y méprendre. Ils veulent faire de Lord Elgin un homme de parti; ils veulent en faire un instrument, un parti politique connu à l'avance par Lord Metcalfe. Il est bien connu que ces Messieurs sont, dans le fond de leur cœur, les ennemis du principe de responsabilité, nonobstant leurs professions d'attachement à ce principe. Ils cherchent l'occasion de représenter Lord Elgin, aux yeux du peuple, comme étant, lui aussi, un ennemi de ce principe. Cette occasion se présente; aussi s'empressent-ils de la saisir. Que l'amendement soit rejeté; et vous verrez bientôt la presse ministérielle, les partisans de ce ministère, dire que c'est là la plus grande preuve de l'apostasie de Lord Elgin par le gouvernement responsable; que, si cette aversion n'existait pas, Lord Elgin aurait bien su empêcher son ministère de s'opposer à l'adoption de l'amendement; que même, dans ce cas, le ministère n'aurait pas attendu l'ordre de Lord Elgin, mais qu'il se serait empressé, de moins par flatterie ou adulation, de féliciter Lord Elgin de ses liaisons avec la famille de Lord Durham. Ils savent que l'amour-propre blessé ne pardonne pas; ils savent qu'en compromettant Lord Elgin, en l'entraînant dans la voie de son prédécesseur Lord Metcalfe, ils en feront tôt ou tard, un homme de parti, un partisan politique. C'est le piège qui est maintenant tendu sous les pas du gouverneur actuel. S'il y tombe, sa réputation est détruite, flétrie. Je le souhaite donc de tout mon cœur qu'il puisse éviter; je le souhaite d'autant plus sincèrement qu'il n'est ni de l'intérêt du pays, ni de l'intérêt de Lord Elgin lui-même de marcher sur les traces de Lord Metcalfe.

M. PAPINEAU fit quelques remarques en réponse aux accusations portées contre le département des terres de la couronne. On avait que ce département finit très étendu et qu'il exigeait beaucoup d'attention et de temps, et on ne pouvait obtenir une connaissance convenable que par une longue expérience. Outre l'obligation où il était de surveiller la vente de la terre, il était de son devoir de faire des investigations sur toutes les disputes à propos de terres, cela seul requerrait beaucoup d'attention et pour preuve de cet avis, il rapporta que pas moins de deux mille rapports avaient été faits par lui à l'Exécutif, et que sur cette quantité, douze seulement n'avaient pas donné satisfaction. En réponse à ce qu'il avait avancé M. Merritt que depuis 1841 à 1844 le dépenses du département s'élevaient à £250,000, tandis que le produit de toutes les ventes en 1841 n'avait été que de £6400, il informa la chambre que lorsque la terre lui fut livrée par le gouvernement anglais en 1811, elle était grevée d'un grand nombre de promesses faites par le gouvernement impérial, et depuis lors plusieurs de ces réclamations avaient été acquittées; pas moins de £150,000 avaient été payés en rachat de ces promesses; £30,000 avaient aussi été payés aux Indiens, et en 1846, pas moins de £45,000 de scrip avaient été rachetés. Il pouvait dire aussi que pas moins de £75,000 devaient être payés avant que le pays pût retirer quelque revenu des terres publiques.

M. Hall, membre pour Peterboro s'adressa quelques mots à la chambre.

M. DUNDAS prit ensuite la parole. Il convenait que le membre pour Peterboro que le pays avait besoin de plusieurs mesures d'une grande importance; mais tout cela ne pouvait être fait que par un gouvernement fort, par un gouvernement qui sût se faire respecter, mais non par une administration dont la majorité en parlement se composait d'une seule voix, celle d'un juge en embryon (écoutez, écoutez). Il était à regretter que l'opinion publique ne fût pas plus puissante en Canada; car si elle l'était, cette chambre n'aurait pas aujourd'hui le spectacle d'hommes continuant à rester en office, et prétendant constituer un gouvernement, lorsqu'ils sont méprisés et détestés du public. Il regretta que le ministère fût réduit à cette condition; il le regretta pour l'amour de quel-ques-uns qui lui appartenaient, et spécialement pour l'amour d'un homme dont on pouvait dire qu'il avait l'intelligence de tuer le bœuf. Avec ce savant membre, le ministère avait montré quelque efficacité, sans lui, comme il le voit maintenant depuis l'ouverture de la session, quelle position occupait-il? Quelle figure faisait-il? Il eut préféré garder la silence en cette occasion, car il lui répugnait d'employer le langage qui devait s'appliquer à la conduite du gouvernement; mais il sentait qu'il était de son devoir, comme homme d'honneur et comme ami de son pays, de pro-

tester contre les moyens qu'ont employés les membres de l'Administration pour se maintenir dans leurs places. Considérez, a-t-il dit, leur conduite récente. Dans un temps où les intérêts les plus chers et les plus importants du pays demandent l'action la plus prompte et la plus efficace du gouvernement, qu'a-t-on fait? On s'est servi des commissaires de la trine pour chercher, non des hommes de caractère et de talent, mais des noms; on a réussi à dégrader des noms autrefois respectés; mais, grâce au caractère incorruptible du peuple du Bas-Canada, leurs subterfuges n'ont pas réussi, et les efforts d'un ou de deux individus qui cherchent à démolir leurs compatriotes, retomberont sur leurs propres têtes. L'hon. membre pour Leeds a touché, avec un adresse ordinaire, de faire naître dans nos rangs des sentiments qui heureusement sont déjà assoupis depuis longtemps, dans ce but, il a cité plusieurs passages du rapport de Lord Durham. Je ne réprimerais pas les extraits rapportés par le savant membre pour Terrebonne, qui, il me semble, résument complètement les accusations que le membre pour Leeds a voulu tirer des phrases isolées dont il a fait la lecture. La seule accusation bien formulée contenue dans le rapport de Lord Durham contre le Bas-Canada, a rapport à l'existence des préjugés nationaux et ceux n'ont jamais été niés. Le crime de parjure ne peut se déduire des faits cités par Lord Durham. Les honnêtes préjugés des Jurés peuvent être regardés comme des parjures? Non, ce crime n'est pas connu parmi le peuple du Bas-Canada; ils n'en font pas, eux, une manière de spéculation. Les efforts du membre pour Leeds, pour aveugler les membres de cette chambre sur le mérite de Lord Durham, l'admission, et les petits trucs de l'hon. membre, ont complètement échoués sous ce rapport. L'hon. membre a servi d'instrument pour attaquer Lord Durham.

M. Gowan: L'hon. membre entend-il dire que j'ai cherché à diffamer le comte de Durham? M. Drummond: Oui, vous avez cherché à le diffamer, en citant des passages isolés, et en tirant des accusations que l'ensemble, la teneur générale du rapport n'autorise pas, et que vous-même ne croyez pas (écoutez). Je le répète, ce n'est pas par de tels moyens que l'on engagera les habitants du Bas-Canada à changer d'opinion sur le mérite du comte de Durham; ils savent qu'il y a dans son rapport certaines parties offensantes, mais ils savent aussi comment elles se trouvent là; c'est parce que ce gouvernement, comme ceux qui l'ont précédé, était entouré d'une bande de calomniateurs, d'hommes irresponsables et sans scrupules, qui pouvaient, et qui ont en effet, conseillé impudemment tout ce que leur langue aggraverait. On a dit, et entre autres, l'hon. membre pour Trois-Rivières, que l'adoption de l'amendement proposé équivalait à une approbation de tout ce qui a été avancé dans le rapport de Lord Durham.

M. Viger: Oui. M. Drummond: J'avez-vous lu cet amendement? Je vais le lire pour l'hon. membre pour Trois-Rivières qui est peut-être le seul dans cette chambre qui ne l'ait pas lu (rires). Après avoir lu l'amendement, M. Drummond continua; y a-t-il un seul mot dans ce paragraphe qui tend à approuver le rapport de Lord Durham? Non, tous les mots se rapportent simplement aux doctrines constitutionnelles exprimées dans ce rapport, et c'est pour elles seules que l'on remercie Lord Durham. Je me suis étendu un peu sur ce point, parce que je ne voulais pas paraître en contradiction avec moi-même, car il y a des parties du rapport de Lord Durham que j'ai toujours condamnées. Nous sommes à une époque où les différends de parti devraient être mis de côté pour faire place à la discussion de grandes et importantes mesures, et si je voyais une administration forte et respectée, je m'occuperais moins de la défaite que de la passion des lois importantes qu'exige l'état actuel du pays; mais je ne puis consentir à soutenir un gouvernement qui ne se recourra à la fraude et à la duplicité pour se soutenir lui-même; un gouvernement si faible, qu'il est obligé de remporter les élections, sous un faux drapeau, au moyen de représentations frauduleuses, en se targuant d'une libéralité qu'il n'a point. On ferait mieux d'abandonner ces faux étendards, et de clouer au mur de la baraque ministérielle le noir étendard du piratage (rires). Les membres ministériels ne peuvent, quel qu'ardent qu'ils soient, être assez aveugles pour ne pas s'apercevoir que le ministère n'a pas tenu ses engagements solennels, qu'il a abandonné ou négligé les institutions municipales du pays. Cette négligence s'est fait sentir en particulier par rapport à cette partie du Bas-Canada, appelée les townships de l'Est. L'indolence et la négligence du ministère ont causé le plus grand tort à cette partie du pays. Des étendards de terre de trois à quatre milles carrés demandent des améliorations, et on ne prend aucun moyen pour obliger les grands propriétaires à ces améliorations, par leur obligation à l'avancement de ces importantes localités. Mais, malgré toutes les fautes de l'Administration, on aurait pu dire quelques choses en sa faveur, si elle eût convoqué le parlement, à une époque convenable, et qu'elle eût été préparée à expliquer à cette chambre la marche qu'elle se proposait de suivre par rapport aux grandes mesures dont le besoin a actuellement besoin. Mais on n'en a pas agi ainsi. Au lieu de chercher à faire connaître au pays la politique, bonne ou mauvaise, qu'il se proposait de suivre, ils n'ont fait qu'insulter les membres de l'opposition. Le membre pour Huron nous a parlé de sa mission en Angleterre. Le membre pour Kingston, nous a édifiés par les détails de son discours récent aux hustings, où il a dit à ses constitutions qu'il était autrefois entré en parlement pour soutenir Lord Metcalfe, mais que, comme son administration n'existait plus ou était à moitié usée, il emploierait tous ses efforts à leur faire avoir des chemins, et, au lieu d'argent, que possible (rires); c'est venu ensuite le discours de l'hon. solliciteur général du Haut-Canada (M. Cameron) prononcé avec une voix fluide qu'il a dit être bien agréable à ses amis; les efforts de ce savant membre se sont réduits à établir qu'il existait un lien d'affection et de sympathie entre les loires du Haut-Canada, et les membres du Bas-Canada; que dans le fait il y avait plus d'affinités entre ces deux peuples, qu'entre les derniers et les réformistes du Haut-Canada. Mais comment l'hon. Sol. c'est-il prouvé son assertion? Il n'a pas cité un seul cas où ils aient voté de concert, il n'a pas dit que les réformistes du Haut-Canada ont voté l'un derrière sur deux questions avec

les membres loires de la chambre. Mais qu'il avait proposé ces mesures? Ce n'est point par de tels arguments que l'on réussira à troubler la baine intelligente qui sépare entre les réformistes du Haut-Canada, et les représentants libéraux du Bas. On a peut-être payé qu'une de ces questions (celle des biens des Jésuites) était une question religieuse, et qu'on pouvait probablement s'en servir comme d'un levier, mais en cela on s'est encore trompé; car il est bien connu que dans le Bas-Canada, aucune différence d'opinion sur les questions religieuses n'a affecté l'harmonie sociale ou politique.

Pour revenir à la question de confiance dans les présents ministres je demanderais s'il y a un seul journal dans le pays, sans exception même celui qui est conduit par l'hon. membre pour Leeds, qui ne les pas censures, quelques-uns ont même blâmés partiellement; d'autres amèrement. L'accusation de corruption fut répétée par toute la presse. L'an dernier dans le temps que le bill du bureau des travaux publics dans cette chambre, je suggérais un amendement qui, si ramporté par une majorité de deux; la question de concours pour l'amendement aurait dû être mise aux voix le jour même, mais on fut huit jours avant de le faire, et à cette seconde fois, un des membres du parti ministériel qui avait voté d'abord pour l'amendement, vota contre, et un autre quitta la chambre, de sorte que la décision définitive fut renversée. Comme je recherchais la cause de la désertion de mes deux partisans, des hustings qu'il y avait eu, dans l'intervalle, des hustings, un élève à l'Hotel Tatu; je n'obtins pourtant pas une raison; subéquemment, cependant, M. l'inspecteur-général vint en chambre et proposa un amendement au bill des Subsidés, accordant aux constitutions de l'an dernier des subventions une somme de £800 que jusqu'alors le ministère avait peremptoirement refusé d'accorder. Et quelque temps après il arriva qu'un des proches parents de celui qui avait quitté la chambre, dans la seconde occasion, plutôt que de voter d'une autre manière, fut nommé à une place (écoutez, écoutez). Après avoir vu de ses yeux de tels procédés, j'aurais dû donner mon appui au gouvernement qui y avait eu recours? Je pourrais accuser aussi le ministère d'avoir pu être à ces mauvais dessein les situations judiciaires du pays; aucun pays ne peut être en adréte avec un pareil gouvernement; que penserait-on en Angleterre d'un gouvernement qui oserait éléver un homme sur le banc d'un tel purisme politique, et immédiatement après, prendre un juge obscur sur un banc oblique pour le mettre à la tête des intérêts judiciaires et judiciaires du pays (écoutez). On a eu l'impudence de nous traiter d'obscurs, mais les véritables obscurs sont ceux qui ne pouvant faire fonctionner le gouvernement, se cramponnent cependant à leurs places, qui pendant à ans n'ont pu faire passer aucune mesure d'importance, et cependant, en dépit de tout, retiennent encore le nom de ministres (applaudissements).

M. SCOTT: A l'ouverture de la première session de ce parlement, M. l'Orateur, lorsque l'hon. l'honneur de seconder la motion qui vous plaçait au fauteuil que vous occupez, théoriquement aujourd'hui, je regardai plus ou moins ceux qui aux individus. J'ai trouvé l'Administration actuelle au pouvoir. Je lui ai promis mon appui, parce que je croyais qu'elle en serait digne. Mais je vois aujourd'hui que cette administration sacrifie les intérêts du Bas-Canada pour enrichir l'autre partie de la province. Je n'ai que deux alternatives, remplir mon devoir consciencieusement ou résigner mon siège dans cette chambre. Quand l'Union des provinces a eu lieu, le Haut-Canada se trouvait dans un état de langueur, il n'avait plus aucun crédit en Europe, il ne pouvait achever les travaux qu'il avait entrepris. C'est le Bas-Canada qui a sauvé son crédit. On a dit que le célèbre Henry Clay avait déclaré que pas un pays au monde n'avait plus rapidement que le Haut-Canada. La chose n'est pas surprenante, lorsqu'on connaît le brigandage qui a été exercé de tout temps contre le Bas-Canada. Après la conclusion qu'il a tenu tout récemment, je me considère déchargé de toutes promesses envers l'Administration. Y a-t-il un homme de ce côté-ci ou de l'autre côté de la chambre, qui n'ait pas quelque plainte à présenter contre ce ministère? Pour moi, je puis le signaler quelques-unes. J'avais eu la promesse expresse que le chemin entre l'île de Montréal et Grenville, conduisant à Bytown, seul chemin qu'il y ait par terre, serait amélioré; on a employé un arpenteur qui a reçu £500 pour son plan, mais c'est tout ce qui a été fait. On n'avait aussi promis que les pertes essayées pendant l'insurrection dans le Bas-Canada seraient prises en considération, et sans délai, cependant, à une question faite l'autre jour au ministère par l'hon. membre pour Verchères, nous avons eu pour réponse qu'il ne serait rien fait pour liquider les réclamations. Les réclamants ont été quittes pour leurs frais de voyages et d'indemnités. Voilà quelques-unes des raisons qui m'ont porté à résigner mon appui d'une administration perdue, non seulement dans mon opinion, mais dans l'opinion publique.

Vendredi, 11 jour. M. ANASTASIOU: Je n'avais pas l'intention de parler sur le sujet et si je pensais que ce fut le moyen de terminer la discussion, je n'occuperais point plus longtemps le temps de la chambre; mais, M. l'Orateur, comme il me paraît évident que d'autres messieurs continueront à prolonger les débats, je me permettrai de faire quelques remarques. L'adresse est depuis sept jours devant cette chambre, et si les membres qui représentent le gouvernement n'avaient pas eu honte de ne remporter leur mesure qu'à la majorité d'une voix, l'adresse aurait été adoptée dès le premier jour. La courtoisie eût dû les engager à en agir ainsi; ils auraient dû recourir à leur méthode accoutumée, c'est-à-dire, orler "question" au moment où l'horloge indiquait minuit, mais au lieu de cela, le cri de guerre a été "aujourd'hui" et trois fois cet ajournement a été remporté par une majorité d'un. Je sais, mais, n'ose pas dire, ce que dira le pays, ce que diront vos constitutions, messieurs, de cette perte de temps; que diront-ils lorsqu'ils sauront que vous avez dépendu de moins sept mille voix pour avoir votre majorité de deux, mille voix? Je pense que vous ne serez pas satisfait de la Gazette de Québec, qui dit que les dépenses de la législature, pour les sessions s'élevaient à près de mille livres par jour. Quelque chose de semblable s'est fait, vous avez permis à l'Union d'avoir un vote de plus; à cette manière vous avez permis à mille pour le pays adu de permettre au membre pour

les membres loires de la chambre. Mais qu'il avait proposé ces mesures? Ce n'est point par de tels arguments que l'on réussira à troubler la baine intelligente qui sépare entre les réformistes du Haut-Canada, et les représentants libéraux du Bas. On a peut-être payé qu'une de ces questions (celle des biens des Jésuites) était une question religieuse, et qu'on pouvait probablement s'en servir comme d'un levier, mais en cela on s'est encore trompé; car il est bien connu que dans le Bas-Canada, aucune différence d'opinion sur les questions religieuses n'a affecté l'harmonie sociale ou politique.

Pour revenir à la question de confiance dans les présents ministres je demanderais s'il y a un seul journal dans le pays, sans exception même celui qui est conduit par l'hon. membre pour Leeds, qui ne les pas censures, quelques-uns ont même blâmés partiellement; d'autres amèrement. L'accusation de corruption fut répétée par toute la presse. L'an dernier dans le temps que le bill du bureau des travaux publics dans cette chambre, je suggérais un amendement qui, si ramporté par une majorité de deux; la question de concours pour l'amendement aurait dû être mise aux voix le jour même, mais on fut huit jours avant de le faire, et à cette seconde fois, un des membres du parti ministériel qui avait voté d'abord pour l'amendement, vota contre, et un autre quitta la chambre, de sorte que la décision définitive fut renversée. Comme je recherchais la cause de la désertion de mes deux partisans, des hustings qu'il y avait eu, dans l'intervalle, des hustings, un élève à l'Hotel Tatu; je n'obtins pourtant pas une raison; subéquemment, cependant, M. l'inspecteur-général vint en chambre et proposa un amendement au bill des Subsidés, accordant aux constitutions de l'an dernier des subventions une somme de £800 que jusqu'alors le ministère avait peremptoirement refusé d'accorder. Et quelque temps après il arriva qu'un des proches parents de celui qui avait quitté la chambre, dans la seconde occasion, plutôt que de voter d'une autre manière, fut nommé à une place (écoutez, écoutez). Après avoir vu de ses yeux de tels procédés, j'aurais dû donner mon appui au gouvernement qui y avait eu recours? Je pourrais accuser aussi le ministère d'avoir pu être à ces mauvais dessein les situations judiciaires du pays; aucun pays ne peut être en adréte avec un pareil gouvernement; que penserait-on en Angleterre d'un gouvernement qui oserait éléver un homme sur le banc d'un tel purisme politique, et immédiatement après, prendre un juge obscur sur un banc oblique pour le mettre à la tête des intérêts judiciaires et judiciaires du pays (écoutez). On a eu l'impudence de nous traiter d'obscurs, mais les véritables obscurs sont ceux qui ne pouvant faire fonctionner le gouvernement, se cramponnent cependant à leurs places, qui pendant à ans n'ont pu faire passer aucune mesure d'importance, et cependant, en dépit de tout, retiennent encore le nom de ministres (applaudissements).

M. SCOTT: A l'ouverture de la première session de ce parlement, M. l'Orateur, lorsque l'hon. l'honneur de seconder la motion qui vous plaçait au fauteuil que vous occupez, théoriquement aujourd'hui, je regardai plus ou moins ceux qui aux individus. J'ai trouvé l'Administration actuelle au pouvoir. Je lui ai promis mon appui, parce que je croyais qu'elle en serait digne. Mais je vois aujourd'hui que cette administration sacrifie les intérêts du Bas-Canada pour enrichir l'autre partie de la province. Je n'ai que deux alternatives, remplir mon devoir consciencieusement ou résigner mon siège dans cette chambre. Quand l'Union des provinces a eu lieu, le Haut-Canada se trouvait dans un état de langueur, il n'avait plus aucun crédit en Europe, il ne pouvait achever les travaux qu'il avait entrepris. C'est le Bas-Canada qui a sauvé son crédit. On a dit que le célèbre Henry Clay avait déclaré que pas un pays au monde n'avait plus rapidement que le Haut-Canada. La chose n'est pas surprenante, lorsqu'on connaît le brigandage qui a été exercé de tout temps contre le Bas-Canada. Après la conclusion qu'il a tenu tout récemment, je me considère déchargé de toutes promesses envers l'Administration. Y a-t-il un homme de ce côté-ci ou de l'autre côté de la chambre, qui n'ait pas quelque plainte à présenter contre ce ministère? Pour moi, je puis le signaler quelques-unes. J'avais eu la promesse expresse que le chemin entre l'île de Montréal et Grenville, conduisant à Bytown, seul chemin qu'il y ait par terre, serait amélioré; on a employé un arpenteur qui a reçu £500 pour son plan, mais c'est tout ce qui a été fait. On n'avait aussi promis que les pertes essayées pendant l'insurrection dans le Bas-Canada seraient prises en considération, et sans délai, cependant, à une question faite l'autre jour au ministère par l'hon. membre pour Verchères, nous avons eu pour réponse qu'il ne serait rien fait pour liquider les réclamations. Les réclamants ont été quittes pour leurs frais de voyages et d'indemnités. Voilà quelques-unes des raisons qui m'ont porté à résigner mon appui d'une administration perdue, non seulement dans mon opinion, mais dans l'opinion publique.

Vendredi, 11 jour. M. ANASTASIOU: Je n'avais pas l'intention de parler sur le sujet et si je pensais que ce fut le moyen de terminer la discussion, je n'occuperais point plus longtemps le temps de la chambre; mais, M. l'Orateur, comme il me paraît évident que d'autres messieurs continueront à prolonger les débats, je me permettrai de faire quelques remarques. L'adresse est depuis sept jours devant cette chambre, et si les membres qui représentent le gouvernement n'avaient pas eu honte de ne remporter leur mesure qu'à la majorité d'une voix, l'adresse aurait été adoptée dès le premier jour. La courtoisie eût dû les engager à en agir ainsi; ils auraient dû recourir à leur méthode accoutumée, c'est-à-dire, orler "question" au moment où l'horloge indiquait minuit, mais au lieu de cela, le cri de guerre a été "aujourd'hui" et trois fois cet ajournement a été remporté par une majorité d'un. Je sais, mais, n'ose pas dire, ce que dira le pays, ce que diront vos constitutions, messieurs, de cette perte de temps; que diront-ils lorsqu'ils sauront que vous avez dépendu de moins sept mille voix pour avoir votre majorité de deux, mille voix? Je pense que vous ne serez pas satisfait de la Gazette de Québec, qui dit que les dépenses de la législature, pour les sessions s'élevaient à près de mille livres par jour. Quelque chose de semblable s'est fait, vous avez permis à l'Union d'avoir un vote de plus; à cette manière vous avez permis à mille pour le pays adu de permettre au membre pour

les membres loires de la chambre. Mais qu'il avait proposé ces mesures? Ce n'est point par de tels arguments que l'on réussira à troubler la baine intelligente qui sépare entre les réformistes du Haut-Canada, et les représentants libéraux du Bas. On a peut-être payé qu'une de ces questions (celle des biens des Jésuites) était une question religieuse, et qu'on pouvait probablement s'en servir comme d'un levier, mais en cela on s'est encore trompé; car il est bien connu que dans le Bas-Canada, aucune différence d'opinion sur les questions religieuses n'a affecté l'harmonie sociale ou politique.

Pour revenir à la question de confiance dans les présents ministres je demanderais s'il y a un seul journal dans le pays, sans exception même celui qui est conduit par l'hon. membre pour Leeds, qui ne les pas censures, quelques-uns ont même blâmés partiellement; d'autres amèrement. L'accusation de corruption fut répétée par toute la presse. L'an dernier dans le temps que le bill du bureau des travaux publics dans cette chambre, je suggérais un amendement qui, si ramporté par une majorité de deux; la question de concours pour l'amendement aurait dû être mise aux voix le jour même, mais on fut huit jours avant de le faire, et à cette seconde fois, un des membres du parti ministériel qui avait voté d'abord pour l'amendement, vota contre, et un autre quitta la chambre, de sorte que la décision définitive fut renversée. Comme je recherchais la cause de la désertion de mes deux partisans, des hustings qu'il y avait eu, dans l'intervalle, des hustings, un élève à l'Hotel Tatu; je n'obtins pourtant pas une raison; subéquemment, cependant, M. l'inspecteur-général vint en chambre et proposa un amendement au bill des Subsidés, accordant aux constitutions de l'an dernier des subventions une somme de £800 que jusqu'alors le ministère avait peremptoirement refusé d'accorder. Et quelque temps après il arriva qu'un des proches parents de celui qui avait quitté la chambre, dans la seconde occasion, plutôt que de voter d'une autre manière, fut nommé à une place (écoutez, écoutez). Après avoir vu de ses yeux de tels procédés, j'aurais dû donner mon appui au gouvernement qui y avait eu recours? Je pourrais accuser aussi le ministère d'avoir pu être à ces mauvais des